RCS : CHAMBERY
Code greffe : 7301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHAMBERY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1965 B 50056
Numéro SIREN : 076 520 568
Nom ou dénomination : ADS

Ce dépôt a été enregistré le 08/03/2022 sous le numéro de dépôt 2645

ADS

LE CHALET DES VILLARDS
ARCS 1800
73700 BOURG SAINT MAURICE

Comptes au 30/09/2021

[redacted]

- SOMMAIRE -

PREAMBULE ADS — 2
NOTE DSP — 3
FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE — 4

Comptes annuels

Bilan - Actif — 6
Bilan - Passif — 7
Compte de résultat — 8

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES — 11
Immobilisations — 15
Amortissements — 16
Provisions et dépréciations — 17
Créances et dettes — 18
Charges à payer — 19
Charges et produits constatés d'avance — 20
Charges et produits exceptionnels — 21
Produits à recevoir — 22
Ventilation du chiffre d'affaires — 23
Eléments sur les postes des entreprises liées — 24
Variation des capitaux propres — 25
Eléments du fonds commercial — 26
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG — 27
Effectif moyen — 28
Situation fiscale différée et latente, entreprise intégrée fiscalement — 29
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires — 30
Filiales et participations — 31
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société — 32
Composition du capital social — 33
Engagements financiers donnés et reçus — 34
Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées — 35

PREAMBULE

Le bilan, avant répartition, de l'exercice clos le 30 septembre 2021 a une durée de douze mois couvrant la période allant du 1er octobre 2020 au 30 septembre 2021.

Le total du bilan s'élève à **123 852 688.20 €**

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, fait apparaitre une perte s'élevant à **- 59 388.80 €**

Les comptes ont été arrêtés le 16 décembre 2021.

DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS AU BENEFICE DE LA SOCIETE ADS

Avec la commune de Bourg Saint Maurice, Convention en date du 21 février 1991 pour une durée allant jusqu'au 1er juin 2020 et prolongée jusqu'au 31 mai 2030.

Avec le SIVOM Landry-Peisey, Convention en date du 13 juin 2019 pour une durée allant du 1er juin 2020 jusqu'au 31 mai 2050.

Avec la commune de Villaroger, Convention en date du 24 janvier 2020 pour une durée allant du 1er juin 2020 jusqu'au 31 mai 2050.

Avec la commune de Bourg Saint Maurice et le SIVOM Landry-Peisey, protocole en date du 17 décembre 2020 pour une durée allant jusqu'au 31 mai 2030.

Au titre des différents contrats énumérés ci-dessus, ADS peut être amenée à prendre des engagements d'investissements. Ces derniers sont variables et révisables, notamment en durée, montant et nature en fonction des contrats et des opportunités de mise en œuvre.

Les biens mis en concession sont :

- les biens apportés par le concédant et qui doivent lui revenir en fin de concession,
- les biens apportés par le concessionnaire et qui devront être remis à la disposition du concédant en fin de concession (contre une indemnisation du concessionnaire).

Les apports gratuits du concédant ainsi que les biens en affermage ne sont pas comptabilisés dans le bilan d'ADS. Les travaux d'entretien périodiques relatifs à ces installations sont provisionnés au passif (provisions pour gros entretiens). Les autres biens de la société, non liés à la concession, et qui ne répondent pas à ces critères, sont classés en biens propres.

1-FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Suite à la crise sanitaire Covid-19 et aux décrets ministériels associés (notamment le décret n°2020-1519 du 4 décembre 2020 interdisant au public l'accès aux remontées mécaniques des stations de ski), la saison d'hiver a été inexistante. Un mécanisme d'indemnisation a été mis en place par l'Etat afin de compenser partiellement les pertes de chiffre d'affaires. De plus, des mesures ont été prises afin de limiter l'impact sur les comptes de la société (recours à l'activité partielle et maitrise des charges).

Pour la saison d'été 2021, les conditions d'exploitation ont été adaptées afin de permettre l'activité de la société dans les meilleures conditions de protection des clients et salariés.

23-EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. A la date d'arrêté des comptes des états financiers au 30/09/2021, en tenant compte des mesures sanitaires mises en œuvre et annoncées par les autorités au cours du dernier trimestre 2021, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, compte tenu notamment du soutien financier du groupe.

Comptes annuels

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/09/2021	30/09/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 081 617	1 940 917	140 700	60 765
Fonds commercial	6 823 491	6 007 597	815 895	917 882
Autres immobilisations incorporelles				265 232
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 522 585	380 455	1 142 130	806 023
Constructions	9 656 721	7 392 725	2 263 995	1 907 277
Installations techniques, matériel, outillage	5 116 051	4 744 589	371 462	507 194
Autres immobilisations corporelles	211 415 229	118 719 138	92 696 091	96 431 176
Immobilisations en cours	19 170 133		19 170 133	7 770 211
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	191 394		191 394	190 976
Créances rattachées à des participations	2 782 188	2 700 150	82 038	1 042 174
Autres titres immobilisés	16		16	16
Prêts				
Autres immobilisations financières	14 599		14 599	12 156
ACTIF IMMOBILISE	**258 774 024**	**141 885 571**	**116 888 453**	**109 911 081**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	1 232 323		1 232 323	1 021 724
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	43 650		43 650	43 650
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	532 252		532 252	11 050
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	924 765	132 980	791 784	912 379
Autres créances	3 661 320		3 661 320	4 155 511
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	63 139		63 139	40 523
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	639 767		639 767	472 110
ACTIF CIRCULANT	**7 097 216**	**132 980**	**6 964 235**	**6 656 946**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**265 871 240**	**142 018 552**	**123 852 688**	**116 568 027**

Bilan - Passif

Rubriques			30/09/2021	30/09/2020
Capital social ou individuel	(dont versé :	17 756 460)	17 756 460	17 756 460
Primes d'émission, de fusion, d'apport			7 539 096	7 539 096
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			1 775 646	1 775 646
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	41 240 804	35 776 428
Report à nouveau				
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			-59 389	5 464 376
Subventions d'investissement			1 557 881	1 661 515
Provisions réglementées			6 225 464	6 026 051
CAPITAUX PROPRES			**76 035 963**	**75 999 572**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				476 000
Provisions pour charges			2 896 170	1 238 280
PROVISIONS			**2 896 170**	**1 714 280**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			6 283 448	5 084 080
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	27 012 437	20 512 437
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			541 961	545 474
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			3 449 442	3 931 249
Dettes fiscales et sociales			2 724 183	5 237 623
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			4 332 813	2 972 687
Autres dettes			173 657	168 127
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			402 614	402 499
DETTES			**44 920 555**	**38 854 175**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**123 852 688**	**116 568 027**

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	30/09/2021	30/09/2020
Ventes de marchandises	27 020		27 020	67 926
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 409 607		1 409 607	58 212 223
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**1 436 627**		**1 436 627**	**58 280 149**
Production stockée				
Production immobilisée			110 410	19 648
Subventions d'exploitation			30 953 371	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			449 836	1 094 264
Autres produits			88 338	193 117
PRODUITS D'EXPLOITATION			**33 038 582**	**59 587 179**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			379 326	1 159 548
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-210 599	1 590
Autres achats et charges externes			11 719 698	15 895 681
Impôts, taxes et versements assimilés			924 776	5 046 853
Salaires et traitements			5 738 776	11 114 261
Charges sociales			3 058 909	6 147 196
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			9 230 842	9 453 111
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			373 890	565 550
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			117 929	
Dotations aux provisions				521 000
Autres charges			42 240	2 330 343
CHARGES D'EXPLOITATION			**31 375 787**	**52 235 133**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**1 662 795**	**7 352 046**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			184 684	193 406
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			22 678	22 158
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			1	3 153
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				10 651
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**22 678**	**35 962**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			454 173	412 294
Intérêts et charges assimilées			490 447	245 985
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**944 620**	**658 279**
RESULTAT FINANCIER			**-921 942**	**-622 316**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**925 537**	**6 923 135**

Compte de résultat

Rubriques	30/09/2021	30/09/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	91 732	20 307
Produits exceptionnels sur opérations en capital	158 784	994 527
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	374 748	327 968
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**625 264**	**1 342 801**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	161 506	37 530
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	16 522	217 619
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 432 161	901 387
CHARGES EXCEPTIONNELLES	**1 610 190**	**1 156 536**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-984 926**	**186 265**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		179 265
Impôts sur les bénéfices		1 465 759
TOTAL DES PRODUITS	**33 871 208**	**61 159 348**
TOTAL DES CHARGES	**33 930 596**	**55 694 972**
BENEFICE OU PERTE	**-59 389**	**5 464 376**

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les renseignements et tableaux présentés ci-après constituent l'annexe aux états financiers. Les comptes annuels sont présentés conformément aux principes comptables généralement admis en France et tiennent compte :

- du règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général.
- des règles comptables sur la définition des actifs, amortissements et dépréciations issues des règlements CRC 2002-1, CRC 2004-06, applicables aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2005,
- aux règlements ultérieurs applicables du CRC, ainsi que des avis et recommandations applicables du Conseil National de la Comptabilité.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).
Concernant le fonds de commerce, une provision pour dépréciation est constituée lors que la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable.
Compte tenu de la signature en 2014 de l'avenant 7 au contrat de concession avec la Commune de Bourg Saint Maurice prolongeant la durée jusqu'au 31 Mai 2030, le droit de jouissance du domaine des Arcs, initialement amorti sur une durée de vingt-cinq ans a été prolongé jusqu'à la fin de la concession.
Au 30 septembre 2021, la valeur brute de ce droit s'élève à 6 753 491 € et sa valeur nette à 815 895.77 €.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Immobilisations incorporelles	de 3 ans à 5 ans

Immobilisations corporelles

Constructions	de 20 ans à 40 ans
Télécabine	25 ans pour la structure (1)
Téléski	15 ans
Télésièges fixes	25 ans pour la structure (1)
Télésièges débrayables	25 ans pour la structure (1)
Aménagements des pistes	non amortis
Installations techniques, mat. outillage	de 5 ans à 15 ans
Install. génèrales, agencts, aménagts	de 5 ans à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	de 2 ans à 15 ans
Mobilier	10 ans

(1) Les durées d'amortissement des composants des installations de remontées mécaniques sont les suivantes

Réducteurs	15 ans
Moteurs électriques	15 ans
Poulies motrices	25 ans
Lignes de sécurité	15 ans
Armoires de puissance	15 ans
Armoires de commande	15 ans
Balanciers	15 ans
Câbles tracteurs	25 ans
Pinces	15 ans
Véhicules (y compris suspentes)	15 ans
Reste de la remontée	25 ans

Composant entretien: La durée est variable, basée sur la période séparant deux grandes visites (5,10 ou 15 ans) selon l'ancienneté de la remontée.

Dépréciation des immobilisations
Au cours de l'exercice, il a été déprécié une partie des actifs en vue de leur cession

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition.
Des dépréciations sont éventuellement calculées en fonction de l'actif net, des perspectives d'évolution et de rentabilité des sociétés concernées ou de la valeur de réalisation estimée des participations détenues.

STOCKS

Les stocks sont principalement constitués de pièces détachées destinées à l'entretien ou à la réparation des remontées mécaniques. Ils comprennent aussi les carburants.
Les stocks sont inscrits à leur coût d'acquisition. La méthode de valorisation est le CUMP.
Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

METHODE D'EVALUATION DES CHARGES D'AMENAGEMENT DE ZAC

Les coûts d'aménagement des ZAC sont pris en charges au fur et à mesure des ventes de droits à construire sur la base d'un coût prévisionnel moyen d'aménagement qui fait l'objet de réactualisation.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

PROVISIONS POUR GROS ENTRETIEN

Conformément au règlement CRC 2002-10 sur les actifs, la société a opté pour la comptabilisation à l'actif du bilan des dépenses de gros entretien et des grandes visites en tant que composants des installations de remontées mécaniques.
En application du règlement CRC2000-06 sur les passifs, la provision pour gros entretien figurant au bilan couvre uniquement l'obligation (grandes visites règlementaires, notice du constructeur...) d'engager des frais pour la seule vérification du bon état de fonctionnement et de contrôle et, compte-tenu de leur importance, ne peuvent être supportés sur un seul exercice.
L'évaluation de la provision est réalisée, appareil par appareil, en recherchant le montant probable de la sortie de ressources à la date de réalisation des travaux.
Le passif enregistré à la clôture correspond à la quote-part des dépenses futures d'entretien apportée linéairement à l'usage du passé.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite résultent des obligations légales et conventionnelles.

L'évaluation de ces engagements est calculée selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes:

- la probabilité de maintien dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite
- la probabilité de survie à l'âge de la retraite
- l'évolution de la base de calcul de l'indemnité
- l'inflation
- le taux d'actualisation de 0.60 % au 30 septembre 2021
- le prorata d'ancienneté

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite de l'ensemble des salariés, permanents et saisonniers, ont été calculés au 30 septembre 2021 avec les charges sociales sur la base d'un âge de départ moyen estimé à 62 ans.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.
Au cas où la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 982 260		1 273 376
Terrains	1 246 088		276 497
Dont composants			
Constructions sur sol propre	3 736 747		2 443 564
Constructions sur sol d'autrui	67 615		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	3 548 795		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	5 060 869		55 543
Installations générales, agenc., aménag.	7 142 872		124 114
Matériel de transport	10 515 929		510 907
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 117 308		238 844
Immobilisations en concession	188 478 207		3 848 963
Immobilisations corporelles en cours	7 770 211		15 547 838
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**230 684 641**		**23 046 271**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 479 127		468 576
Autres titres immobilisés	16		
Prêts et autres immobilisations financières	12 156		5 956
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**3 491 299**		**474 532**
TOTAL GENERAL	**243 158 200**		**24 794 179**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	1 260 366	90 161	8 905 109	
Terrains			1 522 585	
Constructions sur sol propre			6 180 311	
Constructions sur sol d'autrui			67 615	
Constructions, installations générales, agenc.		140 000	3 408 795	
Installations techn.,matériel et outillages ind.		362	5 116 051	
Installations générales, agencements divers		3 174	7 263 812	
Matériel de transport		116 267	10 910 569	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 204	3 354 948	
Immobilisations en concession		2 441 271	189 885 899	
Immobilisations corporelles en cours	4 147 916		19 170 133	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**4 147 916**	**2 702 278**	**246 880 718**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		974 121	2 973 582	
Autres titres immobilisés			16	
Prêts et autres immobilisations financières		3 513	14 599	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		**977 634**	**2 988 198**	
TOTAL GENERAL	**5 408 282**	**3 770 073**	**258 774 024**	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 668 382	300 293	90 161	7 878 514
Terrains	360 387	20 068		380 455
Constructions sur sol propre	2 778 144	1 890 626		4 668 770
Constructions sur sol d'autrui	72 842	903		73 745
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	2 594 894	195 316	140 000	2 650 210
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 553 676	191 275	362	4 744 589
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 031 418	556 265	3 174	4 584 510
Matériel de transport	6 775 055	1 085 062	110 418	7 749 700
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 736 568	260 484	1 204	2 995 848
Immobilisations en concession	99 280 098	6 539 578	2 430 597	103 389 079
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**123 183 083**	**10 739 579**	**2 685 754**	**131 236 907**
TOTAL GENERAL	**130 851 465**	**11 039 872**	**2 775 916**	**139 115 421**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Immo Concessio		574 161			374 748		199 413
CORPOREL.		**574 161**			**374 748**		**199 413**
Acquis. titre							
TOTAL		**574 161**			**374 748**		**199 413**

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	6 026 051	574 161	374 748	6 225 464
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	**6 026 051**	**574 161**	**374 748**	**6 225 464**
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.	1 163 280	373 890	20 000	1 517 170
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	551 000	858 000	30 000	1 379 000
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**1 714 280**	**1 231 890**	**50 000**	**2 896 170**
Dépréciations immobilisations incorporelles	70 000			70 000
Dépréciations immobilisations corporelles	79 678		79 678	
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières	2 245 976	454 174	1	2 700 150
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	15 052	117 929		132 980
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**2 410 706**	**572 103**	**79 678**	**2 903 130**
TOTAL GENERAL	**10 151 037**	**2 378 154**	**504 427**	**12 024 764**

Dotations et reprises d'exploitation	1 349 818	50 000
Dotations et reprises financières	454 175	
Dotations et reprises exceptionnelles	574 161	454 427

Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	2 782 188	131 988	2 650 200
Prêts			
Autres immobilisations financières	14 599	14 599	
Clients douteux ou litigieux	159 061	1	159 060
Autres créances clients	765 704	480 388	285 315
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 000	2 000	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	9 085	9 085	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	2 234 601	2 234 601	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	267 684	267 684	
Etat, autres collectivités : créances diverses	720 343	720 343	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	427 607	427 607	
Charges constatées d'avance	639 767	639 767	
TOTAL GENERAL	**8 022 639**	**4 928 063**	**3 094 575**

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	6 283 448	6 283 448		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	27 012 437	2 712 437	10 800 000	13 500 000
Fournisseurs et comptes rattachés	3 449 442	3 449 442		
Personnel et comptes rattachés	1 018 825	1 018 825		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	913 102	913 102		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	12 277	12 277		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	779 979	779 979		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 332 813	4 332 813		
Groupe et associés	173 657	173 657		
Autres dettes	541 961	541 961		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	402 614	402 614		
TOTAL GENERAL	**44 920 555**	**20 620 555**	**10 800 000**	**13 500 000**

Emprunts souscrits en cours d'exercice 6 512 500
Emprunts remboursés en cours d'exercice 12 500
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Charges à payer

Compte	Libellé	30/09/2021	30/09/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408101	ZAC CHANTEL	17 953,20	26 982,00	-9 028,80
408103	ZAC 2000	53 843,40	72 000,00	-18 156,60
408105	FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	2 186 140,30	2 512 277,95	-326 137,65
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		**2 257 936,90**	**2 611 259,95**	**-353 323,05**
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408402	FOURNISSEURS D'IMMO FAP	2 736 506,32	2 556 607,74	179 898,58
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		**2 736 506,32**	**2 556 607,74**	**179 898,58**
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	PROV CONG.PAYES	465 751,26	463 690,83	2 060,43
428300	PROVISION SALAIRES A PAYER RTT	161 980,44	8 766,38	153 214,06
428400	DETTE/RES SPEC PART		235 980,01	-235 980,01
428600	INTERESS.A PAYER		758 228,01	-758 228,01
438200	CH SOC./CONG A PAYER	209 588,22	208 661,18	927,04
438210	CH SOC./PRIM.A PAYER	69 534,04		69 534,04
438220	CHARGES SOCIALES/SALAIRES A PAYER		35 868,31	-35 868,31
438600	CHARGES/SALAIRES DIVERSES		240 766,97	-240 766,97
438610	FORMATION CONTINUE 1.50%	43 494,57	96 544,99	-53 050,42
438611	FORMATION CONTINUE SAISONNIERS	13 787,37	55 853,88	-42 066,51
438620	PARTICIPATION EFFORT CONSTRUCTION	68 079,12	98 419,49	-30 340,37
438630	TAXE D'APPRENTISSAGE	38 275,31	84 959,52	-46 684,21
438640	ORGANIC A PAYER		37 267,26	-37 267,26
448600	ETAT AUTRES TAXES A PAYER	7 863,00	8 144,00	-281,00
448630	ETAT CET A PAYER		62 375,00	-62 375,00
448650	RDV DE CONCESSION PV	1 923,16	27 199,09	-25 275,93
448651	PLAN QUALITE ROUTES SAVOIE	345 000,00	345 000,00	
448652	RDV DE CONCESSION ARC	10 081,99	6 729,34	3 352,65
448653	LOI MONTAGNE DEPART 2%	6 586,00	4 104,75	2 481,25
448654	LOI MONTAGNE ARC	8 231,85	4 632,56	3 599,29
448655	LOI MONTAGNE PV	1 648,43	312 673,56	-311 025,13
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		**1 451 824,76**	**3 095 865,13**	**-1 644 040,37**
TOTAL CHARGES A PAYER		**6 446 267,98**	**8 263 732,82**	**-1 817 464,84**

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	30/09/2021	30/09/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486606	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	639 766,90	472 109,83	167 657,07
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		**639 766,90**	**472 109,83**	**167 657,07**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PRODUITS CSTES D'AV	-391 327,46	-391 327,46	
487700	PROD.CONST AV LOYERS COMMERC	-2 022,35	-2 024,83	2,48
487702	PROD.CONST LOYERS DIVERS	-9 264,35	-9 146,54	-117,81
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		**-402 614,16**	**-402 498,83**	**-115,33**

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Subventions de fonctionnement accordées	26 667	671500
Régularisations exceptionnelles diverses	133 839	671800
Vnc des immobilisations corporelles cédées	16 523	675200
Dotations aux amortissements dérogatoires	574 161	687250
TOTAL	**751 191**	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits exceptionnels divers	91 732	771800
Produits de cessions des immobilisations corporelles	55 150	775200
Quote-part des subventions virées à résultat	103 634	777100
Reprises sur provisions pour amortissements dérogatoires	374 748	787250
TOTAL	**625 264**	

Produits à recevoir

Compte	Libellé	30/09/2021	30/09/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLIENTS FAC A ETABL	31 429,60	29 978,27	1 451,33
418101	LOYERS BUREAUX COMMERCES	61 993,33	85 993,33	-24 000,00
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		**93 422,93**	**115 971,60**	**-22 548,67**
AUTRES CREANCES				
409800	AVOIRS A RECEVOIR		336 000,00	-336 000,00
438700	CPAM IJSS A RECEVOIR	8 513,44	352 307,29	-343 793,85
448790	ETAT PRODUIT A RECEVOIR	413 478,00		413 478,00
468700	PRODUITS A RECEVOIR	354 782,85	529 564,00	-174 781,15
TOTAL AUTRES CREANCES		**776 774,29**	**1 217 871,29**	**-441 097,00**
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		**870 197,22**	**1 333 842,89**	**-463 645,67**

ADS - ADS
LE CHALET DES VILLARDS
73700 BOURG SAINT MAURICE

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 30/09/2021

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 30/09/2021	Total 30/09/2020	%
REMONTEES MECANIQUES	1 083		1 083	56 309	-98,08 %
IMMOBILIER					
DIVERS	353		353	1 971	-82,09 %
TOTAL	**1 436**		**1 436**	**58 280**	**-97,54 %**

Eléments sur les postes des entreprises liées

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	58 072	133 322
Créances rattachées à des participations	2 650 200	131 988
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	29 243	
Autres créances		
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 237 000	
Emprunts et dettes financières divers	27 000 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	322 480	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers	22 678	
Charges financières	477 832	

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs	75 999 572
Distributions sur résultats antérieurs	
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs	75 999 572

Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement	103 634	
Variations des provisions réglementées	374 748	574 161
Autres variations		
Résultat de l'exercice	59 389	
SOLDE		**36 391**

Situation à la clôture de l'exercice	Solde
Capitaux propres avant répartition	76 035 963

Eléments du fonds commercial

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Droit de jouissance domaine skiable des Arcs	815 896	35 ans
		ans
		ans
		ans
		ans
		ans
		ans
		ans
TOTAL	815 896	

ADS - ADS
LE CHALET DES VILLARDS
73700 BOURG SAINT MAURICE

Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG

Déclaration au 30/09/2021

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	
Résultat de l'exercice	-59 389
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	**-59 389**

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	-59 389
TOTAL	**-59 389**

ADS - ADS
LE CHALET DES VILLARDS
73700 BOURG SAINT MAURICE

Effectif moyen

Déclaration au 30/09/2021

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadre dirigeant		1
Cadres permanents	17	
Non cadres permanents	71	
Non cadres CDD	10	
Non cadres saisonniers	21	
TOTAL	**119**	**1**

Situation fiscale différée et latente, entreprise intégrée fiscalement

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	6 225 464
Subventions d'investissement	1 557 881
TOTAL ACCROISSEMENTS	**7 783 345**
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	502 226
TOTAL ALLEGEMENTS	**502 226**
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	**7 281 119**
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-59 389
Impôt sur les bénéfices			
RESULTAT AVANT IMPOT			**-59 389**
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	574 161	374 748	199 413
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	**574 161**	**374 748**	**199 413**
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			**140 024**

Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SARL LES ARCS TOUR(au 30/9/2020)	7 622	99	7 546		1 562 819
73700 BOURG ST MAURICE	938 533		7 546		18 432
SNC GLMA (au 30/09/2021)	50 000	99,9	49 950	2 650 200	149 442
Les Arcs 1800 73700 BOURG ST MAURICE	-2 578 832				-380 607
		0,00			
SNC Bâtiment de service	160	98,75	158		
Cette filiale a fait l'objet d'une TUP au					
profit d'ADS le 26 septembre 2021		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
SAEM RENOVARC (au 31/12/2020)	300 000	14,99	44 980		
Mairie 73700 BOURG ST MAURICE	292 115		44 980		-1 660
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
SAS Foncière Les Arcs (au 30/09/2020)	1 299 194	6,77	87 992	131 988	755 454
ARC 1800 73700 BOURG ST MAURICE	1 493 474		87 992		27 108
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
COMPAGNIE DES ALPES 50, 52 Boulevard Haussmann 75009 PARIS 09 CDA détient 100% de CDADS qui détient 97.368% d'ADS	SA	25 182 041	

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	7 720 200			2,3
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Locations et affermages	11 056 678					11 056 678
Engagements donnés FLA	820 719			820 719		
Travaux DSP	158 766 921					158 766 921
TOTAL	170 644 318			820 719		169 823 599

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Cautions de ZAC	5 522 771					5 522 771
Cautions/travaux	1 583 072					1 583 072
TOTAL	7 105 843					7 105 843

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Ligne de crédit non utilisée CDAFi	16 763 000				16 763 000	
TOTAL	16 763 000				16 763 000	

Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité		6 958 913	
TOTAL		**6 958 913**	

mazars

61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

ADS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

Mazars
Société anonyme d'expertise et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

ADS
Société anonyme
RCS Chambéry 076 520 568

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2021

A l'assemblée générale de la société ADS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ADS relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2020 à la date d'émission de notre rapport

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

Evaluation des titres de participation et des créances rattachées

L'actif de la société ADS comporte des titres de participation et des créances rattachées, pour lesquels les règles et méthodes comptables sont décrites dans la note « Règles et méthodes comptables - Participations et autres titres » de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont consisté à apprécier les éléments pris en considération pour estimer les valeurs d'inventaire de ces titres et créances rattachées et si nécessaire la comptabilisation de provision pour risques et charges. Dans ce cadre, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D 441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre .

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Annecy, date de la signature numérique



Signé numériquement par Xavier MARMEYS
Date : 2022.01.11 09:01:54 +01'00'

Xavier Marmeys

ADS
Société Anonyme au Capital social de 17.756.460 €uros
Siège social : le chalet des villards - ARC 1800 - 73700 BOURG SAINT MAURICE
SIREN : 076 520 568 - R.C.S : CHAMBERY

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 11 FEVRIER 2022

...

I - RESOLUTIONS SOUMISES AUX CONDITIONS DE QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES ORDINAIRES

...

DEUXIEME RESOLUTION

Le résultat de l'exercice clos au 30 septembre 2021 faisant ressortir **une perte de – 59 388,80 euros**, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant proposition du Conseil d'Administration, décide de l'affecter de la façon suivante :

Perte de l'exercice	**– 59 388,80** €
Dotation à la réserve légale	N/A
Report à nouveau antérieur	0 €
Nouveau report à nouveau	-59 388,80 €

L'Assemblée Générale prend acte de **l'absence de distribution de dividendes pour l'exercice clos au 30.09.2021** et reconnait que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes:

Exercice clos le	**Date de versement**	**Dividende brut**	**Montant des revenus éligibles à l'abattement de 40% pour les personnes physiques**
30 septembre 2020	Absence de distribution de dividendes		
30 septembre 2019	26.02.2020	0,98 €	0,98 €
30 septembre 2018	26.02.2019	0,92 €	0,92 €

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix exprimées

...

SIXIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie conforme ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées et d'une façon générale faire ce que nécessaire.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix exprimées

Pour extrait

